



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 52.040/4
du 8 octobre 2012

advies 52.040/4
van 8 oktober 2012

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
statut des Conseillers en
Diplomatie économique'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende statuut van
de Adviseurs in Economische
Diplomatie'

Le 13 septembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant statut des Conseillers en Diplomatie économique'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 8 octobre 2012. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Martine BAGUET, conseillers d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 octobre 2012.

*

Op 13 september 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende statuut van de Adviseurs in Economische Diplomatie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 8 oktober 2012. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Martine BAGUET, staatsraden, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 oktober 2012.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de mentionner au préambule la loi spéciale du 13 juillet 2001 'transférant diverses compétences aux régions et communautés' car elle ne procure pas un fondement juridique au projet.
2. À l'alinéa 3, il n'y a pas lieu de mentionner les arrêtés modificatifs ¹.
3. Les considérants qui justifient le projet sont redondants avec le projet de rapport au Roi. Ils doivent dès lors être omis.
4. L'alinéa 5 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 52.040/4 du Conseil d'État, donné le 8 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ².

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Il serait préférable de faire mieux apparaître si la proposition de nomination doit être conjointe ou si chaque ministre peut la proposer. Les auteurs du projet inséreront dès lors le mot « conjointe » après le mot « proposition » ou remplaceront la conjonction « et » par « ou » dans le passage « sur proposition du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre fédéral qui a le Commerce extérieur dans ses attributions ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

² *Ibid.*, recommandation n^o 36.1 et formule F 3-5-2.

2. Il y a lieu de remplacer la fin de la phrase par les mots « de pouvoir contribuer au développement des relations sociales, économiques, commerciales et financières entre la Belgique et l'étranger » qui sont utilisés à l'article 4, 1) (lire : 1°³) pour désigner la mission des Conseillers en Diplomatie économique.

Article 3

Il faut écrire « Conseiller en Diplomatie économique » au lieu de « Conseiller pour la diplomatie économique ».

Article 4

1. À l'article 1^{er} du projet, il est fait référence au ministre fédéral qui a le Commerce extérieur dans ses attributions. Il est dès lors suggéré au 1) (lire : 1°) de préciser également qu'il s'agit du ministre fédéral qui a le Commerce extérieur dans ses attributions.

2. Au 3) (lire : 3°), il est suggéré d'insérer les mots « de même nature » après le mot « demandes ».

Article 8

1. Il y a lieu de préciser également l'autorité qui peut proposer l'honorariat pour les Conseillers en Diplomatie économique qui ont exercé leurs fonctions pendant plus de douze années consécutives. La première phrase sera complétée en conséquence.

2. Il faut écrire « ont exercé » au lieu de « auront exercé ».

3. Le projet pourrait être complété afin de prévoir le retrait de l'honorariat.

4.1. La section de législation s'interroge sur l'intention de l'auteur du projet en prévoyant que « l'honorariat peut également être conféré aux anciens Conseillers du Commerce extérieur qui auront exercé leur fonction pendant plus de douze années ». Cette disposition est telle qu'elle est rédigée inutile puisque l'honorariat est déjà prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 11 avril 1984 'portant statut des Conseillers du Commerce extérieur' que le projet examiné abroge.

4.2. Si l'intention de l'auteur du projet est au contraire de prévoir à titre transitoire que l'honorariat peut être accordé à ceux qui auront exercé pendant plus de douze années consécutives les fonctions soit de Conseiller en Diplomatie économique soit de Conseiller du Commerce extérieur, le texte en projet doit être réécrit en ce sens.

³ *Ibid.*, recommandation n° 58.

4.3. La section de législation se demande enfin s'il ne convient pas de maintenir à titre transitoire la seconde phrase de l'article 5 de l'arrêté royal du 11 avril 1984 afin de permettre aux Conseillers du Commerce extérieur qui se trouveraient dans les conditions pour obtenir l'honorariat sur la base de dispositions actuellement en vigueur de pouvoir se voir conférer cet honorariat après l'entrée en vigueur du projet présentement examiné.

Article 9

Dans la version française de la disposition, il y a lieu d'écrire « cessent » au lieu de « cesseront »⁴.

Article 10

Il n'y a pas lieu de préciser les dates de publication au *Moniteur belge*. Elles seront omises.

Article 11

Lorsqu'un acte législatif ou réglementaire ne contient pas de disposition fixant son entrée en vigueur, il entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*. Telle est la règle de droit commun qui vaut tant pour les actes législatifs et réglementaires de l'Autorité fédérale que pour ceux des entités fédérées⁵.

L'article 11 du projet est dès lors inutile et doit être omis.

Article 12

Il convient d'écrire :

« Le ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté »⁶.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 3.11.1.

⁵ Voir les articles 4 et 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'. *Ibid.*, recommandations n°s 146 et sv.

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 167.

OBSERVATION FINALE

La section de législation se demande quel sera le sort réservé aux Conseillers du Commerce extérieur dont le terme quadriennal court actuellement, l'arrêté en projet ne prévoyant pas de régime transitoire pour ce qui les concerne.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het tweede lid van de aanhef behoort de bijzondere wet van 13 juli 2001 ‘houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen’ niet te worden vermeld, aangezien deze wet geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp.
2. In het derde lid behoren de wijzigingsbesluiten niet te worden vermeld.¹
3. De overwegingen waarin het ontwerp wordt verantwoord, zijn redundant ten opzichte van het ontwerp van verslag aan de Koning. Ze dienen dan ook te worden weggelaten.
4. Het vijfde lid dient te worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op advies 52.040/4 van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.²

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Het verdient aanbeveling duidelijker aan te geven of de benoemingsvoordracht gezamenlijk moet plaatsvinden dan wel door elke minister afzonderlijk kan worden gedaan. De stellers van het ontwerp dienen derhalve het woord “gezamenlijke” in te voegen tussen de woorden “op” en “voordracht”, ofwel moeten ze het voegwoord “en” vervangen door “of” in de passage “op voordracht van de minister van Buitenlandse Zaken en van de federale minister die de Buitenlandse Handel onder zijn bevoegdheden heeft”.
2. Het einde van de zin moet worden vervangen door de woorden “tot de ontwikkeling van de sociale, economische, handels- en financiële betrekkingen tussen België en

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30.

² *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

het buitenland” waarmee in artikel 4, 1) (lees: 1°)³ de opdracht van de adviseurs in economische diplomatie wordt omschreven.

Artikel 3

Men schrijve “adviseur in economische diplomatie” in plaats van “Adviseur voor de economische diplomatie”.

Artikel 4

1. In artikel 1 van het ontwerp wordt verwezen naar de federale minister die de Buitenlandse Handel onder zijn bevoegdheden heeft. Derhalve wordt in overweging gegeven om in punt 1) (lees: 1°) tevens aan te geven dat het gaat om de federale minister tot wiens bevoegdheid de Buitenlandse Handel behoort.

2. Er wordt voorgesteld in punt 3) (lees: 3°) het woord “soortgelijke” in te voegen voor het woord “aanvragen”.

Artikel 8

1. Voorts dient te worden aangegeven welke instantie aan adviseurs in economische diplomatie die hun functie gedurende meer dan twaalf opeenvolgende jaren hebben uitgeoefend de eretitel van hun ambt kan toekennen. De eerste zin moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. Men schrijve in de Franse tekst “ont exercé” in plaats van “auront exercé”.

3. Het ontwerp zou tevens kunnen worden aangevuld met een bepaling betreffende de ontneming van de eretitel van het ambt.

4.1. De afdeling Wetgeving vraagt zich af met welke de bedoeling de steller van het ontwerp voorschrijft dat “de eretitel van het ambt ook toegekend [kan] worden aan de voormalige Adviseurs voor Buitenlandse Handel die hun functie gedurende meer dan twaalf opeenvolgende jaren hebben waargenomen”. Zoals deze bepaling is gesteld, is ze overbodig aangezien reeds voorzien wordt in de eretitel van het ambt door artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 april 1984 ‘houdende statuut van de Adviseurs voor de Buitenlandse Handel’ dat door het voorliggende ontwerp wordt opgeheven.

4.2. Indien de steller van het ontwerp daarentegen bij wijze van overgangsmaatregel wil bepalen dat de eretitel van het ambt kan worden toegekend aan degene die hetzij de functie van adviseur in economische diplomatie hetzij de functie van adviseur voor buitenlandse handel

³ *Ibid.*, aanbeveling 58.

gedurende meer dan twaalf opeenvolgende jaren heeft uitgeoefend, moet de ontworpen tekst in die zin worden herschreven.

4.3. Ten slotte vraagt de afdeling Wetgeving zich af of de tweede zin van artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 april 1984 niet moet worden behouden bij wijze van overgangsmaatregel opdat aan de adviseurs voor de buitenlandse handel die voldoen aan de voorwaarden om de eretitel van het ambt te verkrijgen op basis van de thans geldende bepalingen, ook na de inwerkingtreding van het thans voorliggende ontwerp deze eretitel van het ambt kan worden toegekend.

Artikel 9

In de Franse tekst van deze bepaling schrijve men “cessent” in plaats van “cesseront”.⁴

Artikel 10

De datums van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* behoren niet te worden aangegeven. Ze dienen te worden weggelaten.

Artikel 11

Wanneer een wetgevende of regelgevende tekst geen bepaling bevat die de inwerkingtreding ervan vaststelt, treedt hij in werking op de tiende dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Dit is de gemeenrechtelijke regel die zowel voor wet- en regelgeving van de federale overheid geldt als voor die van de deelgebieden.⁵

Artikel 11 van het ontwerp is dus overbodig en moet worden weggelaten.

Artikel 12

Men schrijve:

“De minister bevoegd voor de Buitenlandse Handel, is belast met de uitvoering van dit besluit”.⁶

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 3.11.1.

⁵ Zie de artikelen 4 en 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’. *Ibid.*, aanbevelingen 146 e.v.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 167.

SLOTOPMERKING

De afdeling wetgeving vraagt zich af wat er zal gebeuren met de adviseurs voor de buitenlandse handel wier termijn van vier jaar nu loopt, aangezien het ontworpen besluit niet voorziet in een overgangsregeling voor deze adviseurs.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY